



Le ministre israélien des communications menace Haaretz et suggère de pénaliser sa couverture de la guerre à Gaza

Description

Après que le ministre du Likoud, Shlomo Karhi, ait proposé des sanctions financières contre Haaretz pour ce qu'il a qualifié de « propagande mensongère et défaitiste », des journalistes dénoncent la dernière attaque en date du gouvernement Netanyahu contre la presse libre en Israël.

Par Jasmin Gueta, le 23 novembre 2023





Ministre des Communications Shlomo Karhi / Crédit : Haim Goldberg / Flash 90

Le ministre israélien des communications, Shlomo Karhi, a présenté une proposition visant à prendre des mesures contre *Haaretz* en mettant fin à la publication des communiqués du gouvernement dans ce journal. M. Karhi, membre du parti Likoud du Premier ministre Benjamin Netanyahu, a déclaré que le journal à sabotait Israël en temps de guerre à et était un à porte-parole incendiaire des ennemis d  Isra l à.

La proposition, qui a été soumise sans avoir été examinée par le conseiller juridique du ministère, mettrait immédiatement fin à tout paiement en faveur d  *Haaretz* de la part de toute entité publique relevant de sa compétence.



 שלמה קרעי - Shlomo Karhi 

@shlomo_karhi

של "תעמולה תבוסתנית ושקרית, וחתירה נגד מדינת
' בעיתון הארץ, הגשתי כעת לממשלה, הצעת מחליטים
תון הארץ, כולל הפסקת הפרסום ודמי המנוי של כלל
מדינה, כולל צה"ל, משטרה, שב"ס, משרדי ממשלה וכל

[Translate post](#)



Capture d'écran du tweet de Shlomo Karhi contre *Haaretz* / Crédit : Shlomo Karhi/Twitter

L'éditeur de *Haaretz*, Amos Schocken, a répondu à la proposition de Karhi en disant : « Si le gouvernement veut fermer *Haaretz*, c'est le moment de lire *Haaretz* ».

La proposition de Karhi, qui interdirait la publication d'avis officiels du gouvernement dans *Haaretz* et annulerait tous les abonnements à *Haaretz* des employés de l'état y compris ceux des membres de Tsahal, de la police, de l'administration pénitentiaire, des ministères et des entreprises publiques a été envoyée au secrétaire du cabinet Yossi Fuchs.



Le Premier ministre Benjamin Netanyahu et le ministre des Communications Shlomo Karhi.

Dans une lettre Fuchs intitulée « Prendre des mesures contre le journal *Haaretz* pour la diffusion de propagande mensongère et d'infatigable », Karhi a écrit : « Depuis le début de la guerre, j'ai reçu de nombreuses plaintes selon lesquelles *Haaretz* a adopté une ligne offensive qui sape les objectifs de la guerre et dévalorise l'effort militaire et sa force sociale. Il est possible que certaines publications du journal franchissent même la norme criminelle fixée dans les sections éloignées du code pénal réservées au temps de guerre ».

M. Karhi a ajouté : « L'état d'Israël est un des clients de *Haaretz*, et le gouvernement a le pouvoir de décider qu'il n'est pas intéressant d'être le client d'un journal qui sabote Israël en temps de guerre et sape l'esprit des soldats et des civils israéliens et israéliennes face à l'ennemi ». Il a ajouté qu'il attendait toujours l'avis du conseiller juridique de son ministère sur sa proposition, « et je ne sais pas ce qu'il en sera ».

Le syndicat des journalistes israéliens et israéliennes a déclaré dans un communiqué que « Le ministre des communications est à l'origine de M. Karhi, qui a passé la majeure partie de son bref mandat à tenter en vain de fermer la société de radiodiffusion publique, a décidé d'apprivoiser une nouvelle cible. Sa nouvelle proposition visant à mettre fin à toute activité gouvernementale avec *Haaretz* est une proposition populiste dépourvue de toute faisabilité ou logique, et dont l'unique but est d'attirer l'attention de sa base politique aux dépens de journalistes d'aujourd'hui qui travaillent nuit et jour en ce moment même pour couvrir la guerre ».

« Nous soutenons les journalistes de *Haaretz* et nous sommes certains qu'ils et elles continueront de faire un travail important pour le bien d'Israël et qu'ils et elles ne se laisseront pas décourager par les menaces stupides et vides du ministre Karhi », ajoute le communiqué.

Dans sa lettre, M. Karhi a cité les règlements d'urgence récemment approuvés qui permettent au gouvernement de prendre des mesures à l'encontre des médias étrangers qui nuisent au pays.

« Il est inconcevable qu'à une époque où nous prenons des mesures contre les chaînes étrangères, un journal israélien continue à recevoir une part importante de son financement de la

part du public israélien alors qu'il sert de porte-parole incendiaire aux ennemis d'Israël, a-t-il écrit.

Le cabinet de sécurité a également autorisé M. Karhi à prendre des mesures en vertu de ces règlements contre [Al Mayadeen](#), une chaîne de télévision libanaise affiliée au Hezbollah qui diffuse également des informations depuis Israël, au motif qu'elle nuit à la sécurité nationale et qu'elle est au service d'une organisation terroriste. M. Karhi a ensuite signé un arrêté bloquant la chaîne Internet de la station en Israël et a demandé à l'armée d'appliquer un ordre de fermeture de ses bureaux en Cisjordanie.

Toutefois, le cabinet a [refusé d'approuver sa demande de fermeture de la chaîne](#) qatarie *Al Jazeera*, notamment en raison de l'implication du Qatar dans les négociations pour la libération des otages détenus par le Hamas dans la bande de Gaza.

Déjà, de nombreux journalistes du monde entier ont dénoncé les menaces de M. Karhi. [Jake Tapper, de CNN, a tweeté](#) : « Le gouvernement Netanyahu cherche à saper la liberté de la presse ». [Jeet Heer, de The Nation, a écrit](#) : « Haaretz est un grand journal, dont on a besoin aujourd'hui plus que jamais ». Yashar Ali, qui écrit pour le *Huffington Post* et le *New York Magazine*, [a réagi en écrivant](#) : « Je viens de m'abonner ».

Jasmin Gueta est journaliste pour le journal israélien Haaretz.

Source: [Haaretz](#)

Traduction ED pour l'Agence Média Palestine

date créée
2023/11/24